

AGRICULTURE

Trop de difficultés enterrées

SUD-OUEST MARNAIS Les difficultés, ce n'est pas quelque chose dont parlent les agriculteurs et les viticulteurs du secteur. Des exploitants ont accepté de s'exprimer, entre contraintes administratives et regards de la société.

LES FAITS

- **Ce jeudi 16 novembre**, l'Union européenne (UE) a tranché en faveur du renouvellement de l'autorisation du glyphosate.
- **En janvier dernier**, la cour de justice de l'UE a interdit l'usage des néonicotinoïdes, un insecticide, lors de l'ensemencement des betteraves.
- **Pour des agriculteurs du sud-ouest marnais**, ces décisions, comme d'autres qui sont prises par les instances, ne reflètent pas toujours la réalité du terrain.
- **Outre les mesures politiques**, d'autres facteurs augmentent le mal-être de certains agriculteurs.

PACÔME BASSIEN

Les mains sont tremblantes. Elles ne tiennent pas en place. Il faut dire que le sujet est sensible. Les difficultés que rencontrent les agriculteurs sont bien là et elles sont trop souvent passées sous silence. Dans la zone rurale que recouvre le sud-ouest marnais, les milieux agricoles et viticoles sont largement représentés. Que ce soient les agriculteurs et les viticulteurs eux-mêmes, ou toutes les filières qui en découlent, parler des problèmes, ça ne se fait pas. « C'est tabou, martèle Raphaël*, agriculteur en polyculture près de Fère-Champenoise. En agriculture, on ne parle pas de nos difficultés. C'est un problème. » En commençant sa carrière, il a cherché à entrer en contact avec des agriculteurs pour évoquer le métier, pour aussi identifier les contraintes et les diverses problématiques qui peuvent surve-

nir. Mais l'accueil fut clair : « Ça ne se dit pas d'avoir des difficultés. C'est comme ça. » Selon lui, la raison est la suivante : « L'exploitation, pour beaucoup, on l'a héritée de nos parents, voire de nos grands-parents. Dire qu'on a détruit l'outil de travail qui nous a été transmis, c'est un peu comme une honte », lâche Raphaël dans un long soupir.

.....
“La société exerce une certaine pression sur les agriculteurs”

La peur du regard des autres. Pour la majorité des agriculteurs interrogés, c'est un motif qui revient. C'est d'ailleurs cette justification qu'ils avancent pour accepter de nous parler, mais anonymement. Cependant, nombreuses sont nos demandes d'interview restées lettre morte. « Il faut comprendre que la société exerce une certaine pression sur les agriculteurs. On est mal vu. Alors si en plus on est jugé par notre famille, nos amis, nos voisins qui sont aussi agriculteurs, on perdra beaucoup... », considère, défaitiste, ce

LES CAUSES DE CE MAL-ÊTRE

D'après une étude sur « le sens au travail en agriculture », publiée conjointement par l'université de Reims et l'Adasea (Association de développement, d'aménagement et de services en environnement et en agriculture) en décembre 2020, il est mis en avant quatre valeurs qui « détruisent le sens du travail » aux yeux des agriculteurs de la Marne. Ainsi, les 319 agriculteurs interrogés pointent les contraintes administratives, réglementaires et environnementales « absurdes ». Elles sont citées comme destructrices par les exploitants. De même, il est question des attaques sur le métier (par le public et les médias), la pression financière des banques, assurances et impôts. Enfin, le manque de considération, l'incertitude pour l'avenir et le manque de rémunération entre également en compte. On notera par ailleurs que 49 % des agriculteurs marnais sont en « situation de fragilité » et 31 % sont identifiés comme étant en risque de burn-out.



Pour cet agriculteur du sud-ouest marnais : « Dire qu'on a détruit l'outil de travail qui nous a été transmis, c'est un peu comme une honte ». Illustration Pacôme Bassien

professionnel de la terre. Il admet toutefois que les mentalités « commencent à évoluer. La parole est un peu plus libre qu'avant. » Et pour que les mentalités changent, les médias ont un rôle à jouer. Quand cet autre producteur du sud-ouest marnais entend des critiques à l'égard du monde agricole, il le concède, « ça m'agace un peu ». D'après Alan*,

« pour certains médias, on en fait jamais assez. Il y a une méconnaissance du métier. Élise Lucet [journaliste sur France 2 et présentatrice de l'émission d'enquêtes Cash Investigation, NDLR], je n'en peux plus ! » Au contraire, il pense que l'opinion publique « devrait être assez fière de l'exigence qu'on a. On n'est pas reconnu à la hauteur de nos efforts. »

“LA RÉALITÉ DU TERRAIN N'EST PAS TOUJOURS PRISE EN COMPTE”

Ce dénigrement de la société pousse certains agriculteurs à perdre le sens de leur travail. Parfois, cela peut aller jusqu'au suicide. Des causes de ce mal-être sont régulièrement analysées (lire par ailleurs). Parmi les éléments à retenir, on peut citer les contraintes administratives et les décisions politiques. Élisabeth*, agricultrice du côté de Montmirail, a un exemple en tête. « Sur les produits phytosanitaires, il y a une liste de règles à respecter. On fait au mieux, mais quand le produit est réhomologué deux ans après,

7 742

C'est le nombre d'exploitations dans la Marne, au 1^{er} janvier 2021 : 4 544 en viticulture et 3 198 en grandes cultures et autres (Agreste Grand Est)

les choses changent. Sauf qu'on ne le sait pas forcément. Quand on a acheté le bidon, c'était écrit d'autres choses dessus », souffle-t-elle. « La réalité du terrain n'est pas toujours prise en compte », ajoute Raphaël.

Élisabeth poursuit en n'indiquant ne pas voir les nouvelles mesures pour l'environnement comme des « difficultés, mais plutôt des contraintes complémentaires. On se fait accompagner au mieux pour comprendre les textes de loi. On essaye aussi d'anticiper au mieux. Mais ce n'est pas toujours évident car des décisions sont prises à un moment, puis on nous dit autre chose ensuite. On s'adapte. » Pour



“De plus en plus de jeunes entrent dans le dispositif d'accompagnement”

Julie Portejoie est la directrice de l'association Adasea 51 (Association de développement, d'aménagement et de services en environnement et en agriculture). Depuis une dizaine d'années, son dispositif « Réagir » accompagne les agriculteurs en difficulté dans la Marne.

Pour quelles raisons les agriculteurs font-ils appel à votre association ?

Ils nous appellent car ils sont fortement englués dans des difficultés. Ils ne trouvent pas de solution. Au niveau de l'association, nous voyons des agriculteurs qui sont en multi-difficultés. Les facteurs de stress sont liés à une pression administrative. Le métier est soumis à des contraintes de remplissage de formulaires volumineux et complexes.

Cette contrainte est tellement forte que des agriculteurs décident de déléguer. En faisant ça, ils perdent la maîtrise. Cela peut avoir une incidence sur la perte de responsabilités et sur les choix de stratégies d'entreprise.

Les attaques sur le métier, par le public et les médias, mais aussi la pression financière des banques, des assurances et des impôts sont d'autres facteurs. Le manque de considération et de rémunération également. Ces facteurs interviennent au quotidien de façon plus ou moins prégnante et ils fragilisent les exploitations.

Les jeunes agriculteurs sont-ils plus concernés ?

Oui. De plus en plus de personnes



Julie Portejoie, présidente de l'association Adasea 51, qui vient en aide aux agriculteurs marnais. DR

qui entrent dans le dispositif sont jeunes. On identifie en eux des compétences non acquises sur la gestion économique. Ce qui soulève des questions sur l'apprentissage. C'est un point qui nous interpelle. On voit cela depuis quatre ou cinq ans et c'est de plus en plus marqué. Ça s'inscrit dans le temps et les chiffres de notre côté augmentent.

Quels sont vos moyens d'action ?

Il faut d'abord que les agriculteurs se fassent connaître. C'est une première démarche. Après, nous avons des accompagnateurs for-

més à la relation d'aide et à la technique agricole. Ils vont aller rencontrer l'exploitant pour faire un diagnostic des difficultés. Notre expertise permettra d'identifier des difficultés sous-jacentes.

Ensuite, l'accompagnateur va contacter l'ensemble des structures permettant de faire fonctionner l'exploitation agricole. L'idée est de sauver l'Homme. On va s'intéresser à l'individu et, si besoin, l'accompagner vers une reconversion professionnelle. Les leviers sont spécifiques.

Contact de l'association, via son site Internet à : www.reagir-marne.fr/contact

Alan, « le plus dérangeant est qu'on n'a pas les mêmes armes au niveau européen. Sur les betteraves et les néonicotinoïdes, on s'aperçoit qu'il y a des pays qui ont des dérogations. Cela ne me gêne pas qu'on progresse en qualité, mais que s'il n'y a pas de concurrence. Ça devient dogmatique. On a assez de contraintes, je ne vois pas pourquoi on serait pénalisé en France sur ces dossiers-là. » D'autant, tient à préciser Raphaël, « qu'on est contrôlé. On nous demande si on a utilisé les bons produits, à la bonne dose, à la bonne date. »

LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE FAIT RÉFLÉCHIR

Bien que moins concernés selon une étude, les viticulteurs aussi sont touchés par ces maux. Dans le Sézannais, Xavier* analyse la situation de deux manières : « Soit on subit et on râle en disant qu'on n'a plus le droit de rien faire en France, soit on essaye d'aménager. » C'est la deuxième option qu'il a choisie. Même si son exploitation viticole n'est pas label-

lisée bio, il a engagé des démarches pour mieux coller à son époque. « Je prends le parti de passer moins souvent dans les vignes avec des produits chimiques. C'est un risque, mais ça peut être un moyen de mieux respecter l'environnement. Je réfléchis de plus en plus à passer au bio. C'est une transformation d'ensemble à réaliser, mais on travaille avec la terre et les plantes, on voit bien qu'ils ne réagissent plus de la même manière avec le réchauffement climatique », observe-t-il.

Pour Alan, qui cultive notamment de la luzerne, le choix des cultures peut être une échappatoire aux contraintes que connaissent les agriculteurs. « La luzerne est une culture qui nécessite le passage que d'un seul désherbant par an et c'est tout. C'est une culture intéressante pour ça », fait-il remarquer. Des innovations qui ne doivent pas faire oublier que c'est le travail des agriculteurs qui remplit nos assiettes. ■

* Les prénoms ont été modifiés.

LES AUTRES POINTS

Plus d'agriculteurs en difficulté que de maraîchers

D'après le rapport d'activité 2022 de l'Adasea 51 (Association de développement, d'aménagement et de services en environnement et en agriculture), on observe que 70 % des agriculteurs dans le dispositif « Réagir » sont en grandes cultures. Ils sont 18 % en viticulture, 6 % en élevage (bovins allaitants, bovins lait et lapins), 4 % en horticulture, 2 % en maraîchage. Même s'il y a « peu » de maraîchers concernés par l'aide de l'association, cela ne veut pas dire que leurs problèmes sont moins importants.

Les viticulteurs aussi

Les viticulteurs sont moins nombreux que leurs collègues de grandes cultures au sein du dispositif Réagir, mais tout de même. « S'ils sont présents, les entrées sont plus liées à des problématiques de santé ou d'entente avec leurs associés, que des difficultés économiques », pointe Julie Portejoie, directrice de l'association Adasea 51.

L'environnement

Les préoccupations environnementales occupent une place de plus en plus importante dans les

décisions gouvernementales et européennes. De quoi créer un rejet des agriculteurs sur ces sujets ? « Il n'y a pas de crispation. Ce qui crispe, c'est la contrainte administrative et réglementaire, analyse Julie Portejoie. Il faut répondre à des normes et exigences environnementales. Bien souvent, les mesures ne correspondent pas à la réalité du terrain. Les distorsions ne sont pas comprises. L'agriculteur résume ça à : "On en a marre des contraintes environnementales", mais c'est plus large », concède-t-elle.

Le risque de burn-out

L'étude sur « le sens au travail en agriculture », publiée par l'université de Reims et l'Adasea en décembre 2020, pointe que 31 % des agriculteurs interrogés sont en risque de burn-out. Dans 89 % des cas, un lien existe entre l'organisation du travail sur l'exploitation et leur situation vis-à-vis du burn-out. Les exploitations en polyculture-élevage sont les plus concernées.

“Nourrir le monde”

Les préoccupations entre les femmes et les hommes agriculteurs marnais ne sont pas les mêmes. Chez les hommes, ce qui renforce leur sens du travail est « de nourrir le monde et entretenir le territoire ». Pour les femmes, cette notion est « sans effet ».